

# Aspects juridiques et économiques des logiciels

## Chapitre II: Le droit et l'Informatique

Khebizi A.

Université de Guelma

[Ali.khebizi@gmail.com](mailto:Ali.khebizi@gmail.com)

# Chapitre II:

# Le droit et l'Informatique

## Plan

- I. Introduction: Constats
- II. Quelques notions de Droit, Propriété, vie privée
- III. Rapports entre le droits et l'informatique ?
- IV. Pourquoi connaitre le droit ?
- V. Etude de cas: La loi Française
- VI. Conclusion

# 1. Introduction : constats (1)

- Manque de législation en matière d'informatique, d'Internet
- Vide juridique pour le règlement des conflits....



## Jurisprudence (domaines similaires)

- le **droit d'auteur** existait avant même que le premier ordinateur soit inventé, mais ce n'est pas pour autant qu'il ne s'applique pas aux œuvres **numériques ou numérisées**.  
( BDD, logiciels, site web, ...) !!!

# 1. Introduction : constat (2)

- NTIC : Rend les données personnelles encore plus sensibles  
( Données personnelles: Photo, fiche de paie, maladie, loisirs, solde des comptes, achats.....etc)



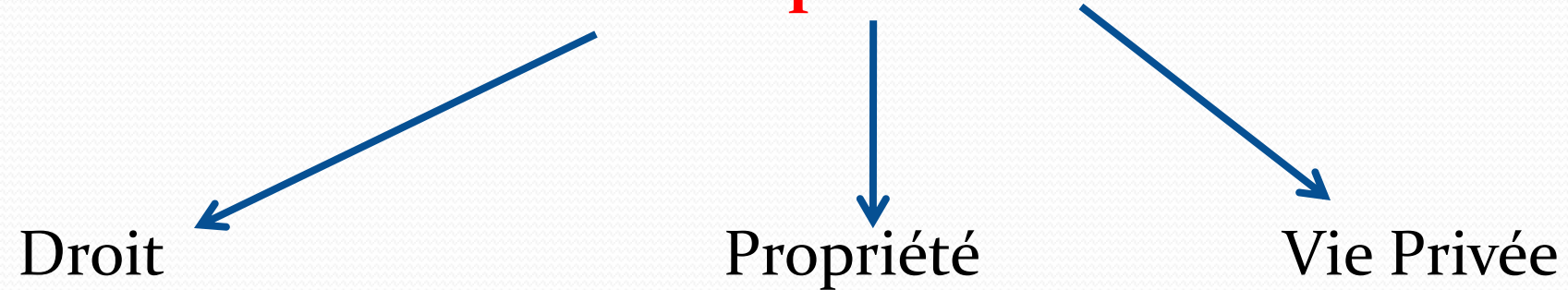
**droit des libertés individuelles**

- Sanctions pénales à tout manquement à mettre en œuvre les mécanismes de protection adaptés aux données stockées !

# 1. Introduction : Que faire ?

- Utiliser le Droit appliqué à l'informatique, droit international

## Concepts de Droit



## 2. Concepts de Droit

### a) **Notion de Droit:**

- Ensemble des **lois et règles** permettant de gérer la vie des sociétés et des personnes.

La raison d'être du droit d'une manière générale est de **préserver les intérêts matériels et moraux** de chaque individu dans la société.

La loi fondamentale d'une nation est **sa constitution**.

Elle définit le cadre globale, le projet de société et les valeurs d'une société donnée.

- Mise en œuvre de la constitution: spécifier un ensemble de lois spécifique à chaque domaine :

Droit civil , Droit commercial, Code pénal, droit foncier, droit administratif...etc.

- Les lois sont appliquées par des décrets, décrets exécutifs, circulaires...etc.

## 2. Concepts de Droit

### b) La Propriété:

- Cette propriété peut être immobilière ou mobilière.
- Droit d'user, de jouir et de disposer d'une chose, en être le maître absolu et exclusif dans les conditions fixées par la loi.
- Cette notion de propriété est garantie par toutes les lois, philosophies et religions depuis l'existence de l'humanité.
- les droits de propriété découlent de conventions sociales. D'autres trouvent ses origines dans la loi naturelle.
- Différence entre propriété publique (bien contrôlé par l'état) et la propriété privée détenue par une personne ou un groupe d'individus (famille, association...etc.).

## 2. Concepts de Droit

### b) La Propriété:

- Les productions informatiques : Quelles lois ?
- Quels types de propriétés ?
- Un autre type de propriété : propriété intellectuelle (droits sur les créations artistiques, les inventions, ...).
- Le droit de propriété fait aujourd'hui l'objet d'un **renouveau**, notamment au travers de la question de son aptitude à gérer les biens informatiques (logiciels, systèmes, fichiers), en harmonie avec le droit de la propriété intellectuelle.

*L'article 17 de la déclaration universelle des droits de l'homme :*

- *Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.*
- *Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.*



## 2. Concepts de Droit

### c) La Vie privée:

- La notion d'individu → une liberté reconnue à celui-ci.
- Individu libre, non seulement en tant que citoyen disposant de droits et en tant que sujet de droit régi par des lois, mais en tant que personne privée douée d'un espace privé distinct, à soi, et qui mérite respect et protection.
- la vie privée est protégée <> vie collective de la communauté (familiale, religieuse, clanique, tribale ou autre).
- la vie d'une personne **peut rester confidentielle** et n'appartenir qu'à elle.
- Choix personnels: vie de famille, idées, croyances, particularités, engagements divers, qui n'ont pas à être connus et communiqués à l'extérieur de sa sphère privée.

## 2. Concepts de Droit

### c) La Vie privée:

- Tout ce qui n'appartient pas à la sphère publique et tout ce que la personne choisit de ne pas révéler publiquement.
- Vie privée est un concept moderne.
- Vie privée/vie publique
- Liberté des individus <> totalitarisme.

### *Article 12 de la déclaration universelle des droits de l'Homme:*

*« Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou **sa correspondance**, ni d'atteintes à son honneur et à sa **réputation**. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. »*

## 2. Concepts de Droit

### c) La Vie privée:

- L'apparition de l'informatique a changé la nature des problèmes posés par la notion de vie privée.
- Informatisation des données= progrès

Mais .....,

Souvent cette informatisation est accompagnée de peurs, voire de fantasmes liés à la possibilité pour autrui ou pour un pouvoir institué, de tout connaître d'un individu.

- En informatique: Notions de la vie privée = confidentialité. Mais les problèmes sont distincts de point de vue sécurité .

## 2. Concepts de Droit

### c) La Vie privée:

La protection de la vie privée vise à ce que chaque citoyen :

- Puisse maîtriser qui détient des informations sur eux ainsi que le type d'information personnelle détenue.
- Puisse maîtriser l'usage qui est fait de cette information:
  - i. qu'il puisse éviter de se faire interpeler (par téléphone, par courrier, par courriel...)
  - ii. qu'il puisse choisir quelles conclusions peuvent être faites sur eux, dans un but quelconque (maladie, opinion politique, produits consommés...)

### 3. Quels rapports entre les droits fondamentaux et l'informatique ?

- L'informatique a toujours eu des rapports **conflictuels** avec le droit et il y a plusieurs raisons à ce phénomène.
  - *la technologie évolue beaucoup plus vite que le droit*
  - *le droit de l'informatique est par nature complexe*
  - le droit de l'informatique est méconnu et finalement peu appliqué au regard des nombreuses **infractions** qui sont commises quotidiennement.

### 3. Quels rapports entre les droits fondamentaux et l'informatique ?

Cette relative **impunité** a d'ailleurs accrédité la thèse **qu'Internet (et l'informatique) constituaient une zone de non droit** et qu'aucune législation ne pouvait s'appliquer au réseau des réseaux en raison notamment de son caractère transfrontalier. Bien évidemment, **cette thèse est erronée** même s'il faut bien reconnaître que l'application de certaines lois sur Internet pose problème.

## 4. Pourquoi connaître le Droit ?

Dans la mesure où *nul n'est censé ignorer la loi*, toute **personne utilisant un ordinateur** se doit de **connaître les grands principes du droit de l'informatique**, de la même manière que tout usager de la route (qu'il soit piéton, conducteur de deux roues ou automobiliste) a l'obligation de connaître le code de la route.

**Le droit de l'informatique n'est donc pas une science à réserver aux juristes**, mais il doit être compris et assimilé par tous les utilisateurs de l'outil informatique.



## 4. Pourquoi connaître le Droit ?

Connaître et appliquer le droit de l'informatique ne suffit pas pour autant : il faut également *apprendre les règles de bon usage* qui sont en vigueur sur Internet. La toile étant par essence **un lieu de partage d'idées**, il s'y crée de nombreuses communautés virtuelles qui possèdent des règles de savoir-vivre qu'il convient de ne pas ignorer. La lecture et le respect des chartes d'utilisation en vigueur sur Internet sont le minimum que l'on doit attendre de tout internaute.



# 4. Pourquoi connaître le Droit ?

## Remarque 1

- Internet est aussi un véritable paradoxe en matière de droits car il se révèle bénéfique pour l'exercice des droits de l'homme et bafoue à la fois certains droits de la personne privée.

# 4. Pourquoi connaître le Droit?

## Exemple 1

- Internet est un fantastique outil de communication et d'information qui permet à certains citoyens de pays peu démocratiques de déjouer la censure.
- En revanche, cette liberté d'expression peut également être dévoyée et servir à la transmission de propos injurieux, racistes, xénophobes ou haineux.
- De la même manière, le respect de vie privée ou du droit d'auteur sont très souvent mis à mal sur Internet.

# 4. Pourquoi connaître le Droit ?

- *Internet et les productions informatiques ne sont pas des zones de non droit* et il existe désormais de nombreuses lois françaises, européennes et internationales qui encadrent la pratique de l'outil informatique.
- Il y a par conséquent **un risque juridique réel à utiliser un ordinateur en méconnaissant les lois** traitant de l'informatique dont l'expérience montre qu'elles sont très mal connues
- cette méconnaissance de la loi pose de nombreux problèmes et nous allons donc tenter **de faire un survol rapide de toutes les lois qu'il faut absolument connaître**

# 4. Pourquoi connaître le Droit ?

- Si le droit de l'informatique a pu paraître balbutiant au début des années 1980, l'arsenal juridique s'est étoffé au fil des ans, les avocats et les juristes se sont formés et on commence aujourd'hui à avoir une jurisprudence conséquente.
- Dans la pratique, connaître la loi permet :
  - de vous empêcher de commettre une infraction
  - de demander réparation en justice si vous êtes victime d'une infraction.

# 5. Le droit et l'informatique: Etude de cas ( loi Française)

- Le code pénal est divisé en livres.
- Dans le troisième livre qui est consacré aux crimes et délits contre les biens, le chapitre III du Titre II traite des *atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données*. Voici le texte intégral des 7 articles qui composent ce chapitre :

# Article 323-1

- Le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende.
- Lorsqu'il en est résulté soit la suppression ou la modification de données contenues dans le système, soit une altération du fonctionnement de ce système, la peine est de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

# *Article 323-2*

Le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé de données est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende.

# *Article 323-3*

Le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de supprimer ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient est puni de **cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende.**



# *Article 323-3-1*

Le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs des infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 est puni des **peines prévues respectivement pour l'infraction elle-même ou pour l'infraction la plus sévèrement réprimée.**

# *Article 323-4*

La participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou de plusieurs des infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3-1 est punie des peines prévues pour l'infraction elle-même ou pour l'infraction la plus sévèrement réprimée.

# Article 323-5

- Les personnes physiques coupables des délits prévus au présent chapitre encourent également les peines complémentaires suivantes :
  1. L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, des droits civiques, civils et de famille
  2. L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice de laquelle ou à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise

# Article 323-5

3. La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit, à l'exception des objets susceptibles de restitution
4. La fermeture, pour une durée de cinq ans au plus, des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés
5. L'exclusion, pour une durée de cinq ans au plus, des marchés publics
6. L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés.
7. L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée

## *Article 323-6*

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables **pénalement des infractions définies.**

## *Article 323-7*

La tentative des délits prévus par les articles 323-1 à 323-3-1 est **punie des mêmes peines.**

# 5. conclusion...

- *La législation a été terriblement durcie et qu'il vaut mieux éviter de jouer avec le feu.*
- Nous pensons notamment à tous ceux que les hackers appellent des script-kiddies (**Pirate informatique néophyte qui, dépourvus des principales compétences en matière de gestion de la sécurité informatique, passent l'essentiel de leur temps à essayer d'infiltrer des systèmes, en utilisant des scripts ou programmes mis au point par d'autres**) et s'amusent avec.
- Si un adolescent récupère sur Internet un kit de construction de virus (il en existe plusieurs) et crée en quelques minutes une variante d'un virus, il risque très gros à diffuser sa création. Le risque est d'autant plus grand que les script-kiddies ne sont pas en général de grands informaticiens et ont donc toutes les chances de se faire prendre car ils ne sauront pas maquiller leurs traces.

# Devoir à Domicile

Présentez une sélection de textes officiels français, européens et internationaux relatifs au domaine général de la communication et à certaines activités proposées sur l'internet

- Textes internationaux (traités et conventions).
- Textes européens (directives, règlements, communications).
- Textes nationaux (Algériens) (codes, lois, règlements, rapports et avis).